

Réplique de René Roy aux attaques de l'empire Péladeau contre les fonds de travailleurs et le mouvement syndical

Montréal jeudi le 4 février

La commande vient d'en haut

René Roy, l'auteur est secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec et vice-président du Conseil d'administration du Fonds de solidarité de la FTQ

Non content de sa sortie intempestive, rétrograde et d'un anti-syndicalisme primaire à l'occasion de la Rencontre économique, voilà que le magnat Péladeau crache son venin tous azimuts sur les fonds de travailleurs québécois. Que des journalistes sollicitant des entrevues sur la FTQ et le Fonds de solidarité admettent candidement que « la commande vient d'en haut » en dit long sur la volonté de Pierre-Karl Péladeau d'en découdre avec des syndicats qui osent lui tenir tête.

Lorsque Canal Argente, TVA et le Journal de Montréal (dans la mesure où on peut encore qualifier de journal cette feuille de chou concoctée par des cadres et des scabs) tirent simultanément à boulets rouges sur des outils de développement économique, de sauvegarde et de création d'emplois que les travailleurs se sont collectivement donnés, il y a lieu de s'inquiéter sur la définition de la liberté de presse, de la liberté d'expression que le président de Quebecor détourne allègrement pour justifier ses attaques vicieuses.

Lorsqu'on sait très bien que les gouvernements ont un retour complet sur leur investissement en crédits d'impôts dans un délai maximum de 3 ans, lorsqu'on sait que la bonne gouvernance et l'expertise externe dans les choix d'investissement sont des incontournables pour le Fonds de solidarité, pourquoi semer le doute par des allégations, des suppositions?

Que Pierre-Karl Péladeau refuse de relayer la publicité du Fonds de solidarité sur les multiples plate-formes de Quebecor, sous prétexte que nous refusons qu'elle paraisse dans le Journal de Montréal, nous voulons bien avaler la pilule en méditant très profondément sur le véritable sens de la convergence à la Péladeau. Mais qu'il s'engage dans une véritable vendetta contre des institutions qui ont contribué à sauvegarder et créer près de 150 000 emplois tout en soutenant la PME là où d'autres institutions prêtes font la sourde oreille, la pilule ne passera jamais. En fait, il semble avoir oublié entre autres que c'est avec l'argent des travailleurs et travailleuses du Québec qu'il a pu faire l'acquisition de Videotron par le biais de la Caisse de dépôt du Québec, qui a injecté 2,2 milliards de dollars dans cette transaction.

Par ailleurs, je vous invite à regarder dans votre propre cour et questionnez-vous sur votre apport à la dégradation du climat des relations de travail au Québec par votre attitude intransigeante et votre propension à vouloir cadenciser tout ce qui semble déroger un tant soit peu à votre vision du monde.